

Pourquoi la Turquie menace-t-elle la Syrie ?

par Juliana Gortyna

Après le double attentat qui a endeuillé la Turquie, le Premier ministre Erdogan a tenté d'imputer le carnage à la Syrie. Cependant, la presse turque penche plutôt pour une provocation israélienne. En définitive, l'accusation gouvernementale devrait tomber à l'eau : Erdogan n'ayant plus la capacité d'imposer une guerre contre la Syrie à son pays.

RÉSEAU VOLTAIRE | MOSCOU (RUSSIE) | 25 MAI 2013



Deux véhicules bourrés d'explosifs ont explosé le 11 mai à Reyhanli (sud-est), une petite ville située à 8 kilomètres de la frontière syrienne et qui accueille de nombreux réfugiés syriens. L'attentat a fait 51 morts et plus d'une centaine de blessés.

Le pouvoir turc a accusé les services secrets syriens d'avoir perpétré les attentats terroristes à Reyhanli. D'après les résultats préliminaires de l'enquête menée par les Turcs, des membres d'un service secret syrien seraient mêlés à l'attentat. Beşir Atalay, le vice-Premier ministre turc a déclaré que presque toutes les personnes liées aux attentats sont identifiées ; d'après des sources divergentes, de cinq à dix personnes ont été arrêtées.

Le ministre des Affaires étrangères turc a déjà clamé que son pays a droit à « *n'importe quelle réponse* » [à l'encontre de la Syrie]. Le Premier ministre a quant à lui remarqué que les attentats pourraient aussi être une provocation car près de 25 000 réfugiés syriens vivent dans la ville. Le chef du gouvernement n'exclut pas que ce soient des adversaires de la réconciliation nationale syrienne qui aient provoqué l'explosion.

Damas a déclaré de son côté que le pouvoir syrien n'a rien à voir avec ces attentats. Le ministre de l'Information syrien, Omran az-Zoubi, a souligné en direct sur la télévision nationale que « *personne n'a le droit d'émettre de fausses accusations* ».

Rappelons que le 11 mai dans la ville frontalière de Reihanly près de 40 personnes sont mortes et plus de 100 ont été blessées à la suite d'explosions. Deux voitures piégées ont sauté dans des endroits fréquentés – devant la mairie et la poste – de cette ville située près de la frontière syrienne. Quelques heures après des autochtones ont attaqué le camp de réfugiés syriens.

Évidemment, les États-Unis ont condamné les attentats. John Kerry, secrétaire d'État, a souligné —en exprimant ses condoléances aux proches des victimes— que la nouvelle des explosions a « *fait très mal* » à Washington.

Anders Fog Rasmussen, le secrétaire général de l'OTAN, a aussi eu le temps d'exprimer son soutien aux victimes. Mais pour l'heure il n'y a pas eu d'information au sujet d'une quelconque réunion d'urgence de l'Organisation à propos de ces attentats. Les représentants de l'Alliance déclarent qu'il n'est pas prévu pour l'heure d'activités communes en réponse aux explosions mais que l'OTAN attend des Turcs un rapport détaillé sur les faits.

Aleksei Puchkov, président de la commission des Affaires étrangères à la Douma russe a déclaré, un jour plus tôt, que ce serait la faute de la Syrie [pour l'Occident et la Turquie]. C'est ce qu'il s'est passé. Certains spécialistes estiment que les explosions de Reihanly pourraient transformer la guerre civile syrienne en conflit international.

Said Gafourov, directeur scientifique de l'Institut de la

connaissance de l'Orient et de l'Afrique, estime dans un entretien à *Odnako* que des actions militaires directes de la part de la Turquie sont pour l'heure peu probables :

« Je n'exclus pas la possibilité que la Turquie mène une réponse militaire, mais je pense que cette possibilité est peu probable. Avant tout, la Syrie n'a rien à voir avec les événements et plus encore, tout le monde le comprend tant en Turquie qu'en Syrie. Le plus important c'est que le commandement des forces armées turques, qui n'a pas du tout envie de mener une guerre impopulaire contre la Syrie, le comprend très bien, comme il sait que si par malheur les autorités politiques l'obligent à entrer en guerre contre les Syriens, il y aura tout de suite une émeute sur les arrières-flancs des Turcs. Et ce ne seront pas seulement les Kurdes qui se révolteront (alors même qu'à priori des pourparlers sont en cours avec eux), mais aussi les alaouites qui représentent une grande partie de la population de la Turquie rurale et justement de l'Anatolie orientale. Ainsi, il y aura le feu aux arrières, et les divisions turques se retrouveront entourées d'ennemis, c'est pourquoi l'armée ne veut pas du tout guerroyer.

Ensuite, la Turquie est membre de l'OTAN. Or l'OTAN a déjà déclaré par la parole de son leader Rasmussen que l'organisation ne participera pas au conflit syrien hors du cadre d'une décision du Conseil de sécurité où les positions de la Russie et de la Chine sur le sujet n'ont pas évolué.

Enfin, les Syriens n'y sont vraiment pour rien. Évidemment, Erdogan peut essayer de changer quelque chose, notamment en espérant une petite guerre-éclair, mais tout le problème vient du fait qu'il ne réussira pas une petite guerre victorieuse, et en plus, lorsqu'il faisait campagne pour le pouvoir, son principal slogan électoral était « zéro soucis avec les voisins », alors que maintenant il a des problèmes avec tous les pays frontaliers de la Turquie, la Grèce, l'Irak, la Syrie, l'Arménie etc.

Cet attentat est un événement intérieur à la Turquie. Je pense qu'il y a le risque qu'en Turquie —du moins dans sa partie orientale— se produise la même chose qu'au Liban ou en Syrie, c'est-à-dire une guerre civile intercommunautaire, pas tant sur le fondement de la religion (en principe les alaouites sont des gens pacifiques qui ne

revendiquent pas leur appartenance religieuse) que sur celui de l'ethnie. Dans cette même province du Hatai, à Alexandrette, il y a beaucoup d'arabes de religions diverses, des Kurdes, des Turkmènes... Et si la provocation marche et que l'on sache qui des parties turques au conflit a organisé cette explosion, il y a une forte probabilité que les gens contrattaquent pour se venger.

Par ailleurs la Turquie n'a pas une situation économique si bonne que ça. C'est-à-dire que le miracle économique turc qu'Erdogan avait atteint lorsqu'il menait une politique mesurée est aujourd'hui menacé. Par exemple, la rupture des échanges commerciaux et économiques avec la Syrie a étrangement surtout frappé très fort l'économie, justement dans la partie du pays qui soutient Erdogan, pas à Istanbul mais dans les provinces intérieures. D'un côté la guerre augmente évidemment le crédit, de l'autre tout peut se retourner.

Ainsi, le seul argument pour soutenir l'hypothèse selon laquelle Erdogan commencerait la guerre serait une décision strictement personnelle pour remonter ses espérances électorales, mais l'opposition sera telle dans l'administration turque (dans l'élite politique et militaire, les partis au pouvoir et l'opposition) qu'il ne se passera rien de sérieux. Les Turcs ne sont pas si bêtes pour attaquer la Syrie sans se garantir du soutien de tout le bloc de l'OTAN »

Juliana Gortyna

Traduction
Louis-Benoît Greffe

Source
Odnako (Fédération de Russie)
Hebdomadaire d'information générale. Rédacteur en chef : Mikhail Léontieff.

Source : « Pourquoi la Turquie menace-t-elle la Syrie ? », par Juliana Gortyna, Traduction Louis-Benoît Greffe, Odnako (Fédération de Russie), *Réseau Voltaire*, 25 mai 2013, www.voltairenet.org/article178637.html